

**INTERNACIONAL**

 **FORUM FOR**

**PEACE 2025**

**Déclaration finale du Forum international pour la paix**

**Pour un monde en paix**

**Halte à l'augmentation des dépenses militaires et à la militarisation de notre société !**

Le monde est à la croisée des chemins. D’un côté, le système capitaliste mondial, l’impérialisme, qui s’entête à maintenir un ordre unipolaire ancré dans des siècles de domination coloniale, avec l’OTAN agissant comme bras militaire, politique et idéologique de cet ancien et injuste ordre international. De l’autre, les forces qui cherchent à ouvrir la voie à un nouvel ordre multilatéral, engagé envers les principes des Nations Unies, misant sur la coexistence pacifique, la coopération mutuellement bénéfique, le progrès social et la solidarité.

Le Sommet de l’OTAN des 24 et 25 juin, avec la proposition d’augmenter les dépenses militaires au détriment des dépenses sociales, approfondit la course aux armements, qui en 2024 s’est traduite par des dépenses militaires mondiales atteignant 2 718 milliards de dollars.

Nous considérons que l’Alliance atlantique fait partie d’un système de sécurité qui a violé à plusieurs reprises la Charte des Nations Unies, générant une insécurité croissante dans un contexte mondial marqué par une crise multidimensionnelle qui menace l’humanité et la planète.

Nous sommes profondément préoccupé·es par la résurgence du fascisme et les multiples crises qui menacent la vie sur Terre, nous éloignant chaque jour davantage de l’objectif d’un monde de paix. Ces crises provoquent une exploitation accrue, des inégalités renforcées, une pauvreté croissante dans de vastes régions du monde, le changement climatique et l’escalade de la violence globale.

Les conflits qui se multiplient à travers le monde – y compris le génocide perpétré par Israël à Gaza, la guerre en Ukraine, les conflits en République Démocratique du Congo, au Sahara, au Soudan, la récente agression israélienne contre l’Iran, entre autres – constituent de flagrantes violations du droit international et des principes de la Charte des Nations Unies.

Nous constatons que les guerres ont une base économique : s’emparer des ressources naturelles pour les soumettre au profit économique.

Les conséquences de ces crises s’expriment par la mort, la souffrance, la destruction, la négation des droits les plus fondamentaux des peuples. Ce sont les millions d’êtres humains tués ou forcés à l’exil, notamment les femmes violées ou victimes de la traite, les enfants, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.

Nous dénonçons aussi les ingérences constantes dans les affaires internes d’autres pays par les États-Unis et leurs alliés, notamment l’Union européenne, ainsi que les campagnes de manipulation et de déstabilisation contre les nations souveraines qui refusent de se soumettre à leurs intérêts.

Nous condamnons expressément le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba, ainsi que son inclusion unilatérale sur la liste des pays prétendument sponsors du terrorisme, dont elle doit être retirée immédiatement. Ces politiques sont injustes, inhumaines et contraires au droit international.

Nous condamnons également le récent bombardement par les États-Unis d’installations en Iran, qui viole la souveraineté iranienne, le droit international, et constitue une menace directe à la paix et à la stabilité mondiales.

Réduire la sécurité à une question d’armements et d’affrontement militaire constitue un immense danger pour tous les peuples du monde.

La militarisation croissante et les tensions géopolitiques croissantes font obstacle à la coopération multilatérale indispensable pour répondre aux problèmes mondiaux urgents que l’ordre international actuel a générés : pauvreté, inégalités, violences patriarcales, faim, logement, changement climatique, accès à la santé et à l’éducation, génocide, conflits armés et menace nucléaire.

L’augmentation continue des budgets militaires se fait au détriment des ressources nécessaires pour garantir la véritable sécurité des populations et de la planète.

L’histoire montre que de nombreux problèmes de sécurité internationale, qui découlent du non-respect des droits et de la souveraineté, sont liés à la promotion de forces fascistes et trouvent leur origine dans les perturbations socio-économiques et écologiques, l’exploitation effrénée des ressources, l’absence de diplomatie et de mécanismes multilatéraux de sécurité collective.

Face à l’escalade belliciste annoncée au Sommet de l’OTAN 2025 à La Haye – qui prône plus de dépenses militaires, plus de réarmement et une OTAN mondialisée au service de la domination de quelques-uns – nous, depuis ce Forum, mettons en valeur les Accords d’Helsinki qui, il y a 50 ans, ont posé les principes essentiels tels que le respect de la souveraineté des peuples, la résolution pacifique des conflits et la non-ingérence, ainsi que la Proclamation de l’Amérique Latine et des Caraïbes comme Zone de Paix, un modèle de coopération à reproduire dans d’autres régions du monde.

Plus que jamais, nous devons progresser vers un ordre international multilatéral, juste, démocratique et équitable, fondé sur la coexistence pacifique, la solidarité et la coopération internationale.

Nous, les initiateurs de ce Forum International pour la Paix, considérons que pour construire la paix, nous devons nous unir, coopérer et nous organiser dans la pluralité et la diversité, en soutenant les luttes de la classe ouvrière et des mouvements sociaux, en accordant une attention particulière à la jeunesse dans la construction d’une architecture de sécurité commune basée sur le multilatéralisme et le respect des principes de la Charte des Nations Unies.

Une architecture centrée sur la diplomatie, le désarmement, la justice sociale, l’égalité et la durabilité écologique, mettant la vie au centre de toute action publique, rejetant les structures de pouvoir qui alimentent la guerre, perpétuent la pauvreté, détruisent la planète, et en solidarité avec celles et ceux qui luttent pour un avenir digne aux quatre coins du monde.

### **Nous appelons à :**

* Œuvrer pour stopper le génocide à Gaza et les conflits militaires dans de nombreuses régions du monde.
* Rejeter toute augmentation des dépenses militaires qui pourrait être décidée au Sommet de l’OTAN, et défier la logique de « nouvelle guerre froide » qui divise l’humanité en blocs hostiles, en misant sur la coopération mondiale et la solidarité, au-delà des différences politiques et culturelles.
* Soutenir et promouvoir des campagnes exigeant moins de dépenses militaires et plus d’investissements dans le bien-être social, l’égalité des genres, l’éducation, la santé, etc., en soutenant tout particulièrement la campagne Stop Rearm Europe.
* Promouvoir la diplomatie, la désescalade du bellicisme et les garanties mutuelles de sécurité.
* Organiser dans chaque territoire, à l’occasion du 21 septembre, Journée Internationale de la Paix, une action symbolique en faveur de la paix et de la solidarité entre les peuples.
* Soutenir un virage vers un multilatéralisme réel et juste lors de l’Assemblée Générale des Nations Unies de 2025, en réaffirmant les principes de sa Charte fondatrice : préserver l’humanité de la guerre.
* Proposer au « Groupe des Pays Amis de la Paix » aux Nations Unies d’élargir cette initiative aux mouvements sociaux et partis politiques, en créant un « groupe d’organisations amies de la paix ».
* Exiger l’élimination des armes nucléaires et la fermeture des bases militaires étrangères dans le monde, ainsi que la fin des politiques de blocus et d’ingérence.
* Augmenter l’aide aux victimes civiles des guerres, en mettant l’accent sur la protection des enfants, des femmes, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, qui souffrent plus cruellement des conflits armés.
* Condamner l’usage des méthodes de guerre non conventionnelle ou de quatrième génération, visant à soumettre les pays et processus politiques qui refusent la domination impériale.

Enfin, les organisations réunies dans ce Forum International pour la Paix estiment qu’il est positif de maintenir ce cadre de collaboration, de coopération et d’échange d’informations qui nous rassemble – mouvements sociaux, syndicats, partis, organisations et réseaux – pour lutter pour la paix, contre la guerre et ses racines structurelles.

**Bruxelles, le 24 juin 2025**